

XF/MTJ/241 circulaire préfet

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉNERGIE  
ET DES MATIÈRES PREMIÈRES  
Direction des Matières Premières  
et des Hydrocarbures  
Télédoc 141  
61, bd Vincent Auriol  
75703 PARIS CEDEX 13

Paris le **07 JUIN 2000**

Le Secrétaire d'État à l'Industrie

A

Tél. : 01 44 97 07 35

Fax. : 01 44 97 03 00

Mesdames et Messieurs les Préfets de Région

LE DIRECTEUR

DIR N°

**0184**

CIRCULAIRE

Objet : programmation des activités de service public du BRGM en région.

Les nouvelles dispositions de l'article 6 du décret n° 98-561 du 1<sup>er</sup> juillet 1998 modifiant le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 relatif à l'organisation administrative et financière du Bureau de Recherche Géologiques et Minières concernent spécialement la mission de service public de cet établissement. La mise en œuvre de ces dispositions entraîne la nécessité de réexaminer la procédure de gestion des programmes qu'il vous appartient de coordonner au niveau régional selon les modalités de la présente circulaire.

**1 - Généralités sur le nouveau dispositif de programmation**

De 1992 à 1998, les activités de service public du BRGM ont été gérées par un comité interministériel, placé sous la présidence de l'Ingénieur Général des Mines St RAYMOND. Il regroupait les représentants des différents ministères concernés. Ce comité assurait la programmation des opérations de service public ainsi que leur suivi.

Le nouveau dispositif de programmation des opérations de services public du BRGM s'articule autour de trois entités : le comité national d'orientation, les comités régionaux de programmation et le groupe national de programmation. Il a pour finalité d'accroître l'effort de définition d'orientations à moyen terme, ce qui conduit à la création du comité national d'orientation, ainsi que de formaliser la coopération entre les services déconcentrés de l'État, ce qui conduit à créer des comités régionaux de programmation. À partir des orientations fixées par le comité national, l'établissement pourra prévoir les évolutions à moyen terme des compétences qui lui seront nécessaires pour faire face aux missions de service public qui lui seront confiées.

Le groupe national de programmation, quant à lui, est chargé de l'élaboration de la programmation détaillée des opérations de service public, suivant les grandes orientations retenues par le comité national ainsi que les priorités exprimées par chaque comité régional de programmation. Il assure également le suivi de l'exécution par le BRGM du programme de service public (modifications de programme, reports ...).

## 2 - Le comité national d'orientation de service public du BRGM

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 98-561 du 1<sup>er</sup> juillet 1998, il est créé un Comité national d'orientation de service public du BRGM qui est présidé par le Ministre chargé de l'industrie.

Le comité national a notamment pour mission de fixer les orientations des actions de service public que l'Etat confie au BRGM, de définir une répartition de la dotation annuelle allouée par l'Etat au BRGM et d'examiner l'utilisation de la dotation de l'année précédente. Il s'assurera également, en liaison avec le Comité scientifique du BRGM, de la bonne adéquation du programme de recherches avec les besoins du service public. Les membres du comité national d'orientation du service public ont été nommés par arrêté ministériel en date du 15 mai 2000 (Journal officiel du 18 mai 2000) ci-joint.

## 3 - Le groupe national de programmation.

Le groupe national de programmation est chargé de la programmation annuelle détaillée des opérations de service public et en surveille l'exécution (reports, modifications...). Il comprend quatre membres représentant respectivement le ministère chargé de l'industrie, le ministère chargé de l'environnement, le ministère de la recherche et le BRGM.

Il se réunit trois fois par an :

- en mars, juin et octobre pour adapter la programmation de l'année en cours ;
- en octobre pour arrêter la programmation de l'année suivante.

Les opérations de service public sont classées selon le donneur d'ordre en opérations nationales (programmées à l'initiative d'administrations centrales), nationales régionalisées (initiées par des administrations centrales mais déclinées en région), ou d'initiative régionale (issues des demandes des comités régionaux de programmation).

Les propositions d'opérations sont classées par ordre de priorité dans trois catégories : opérations de priorité 1, dont la programmation est estimée indispensable, opérations de priorité 2 (opérations qui sont cofinancées par un client extérieur, qui ne sont programmées que si le cofinancement est effectivement acquis), ou opérations de priorité 3, dont la programmation peut être envisagée pour des années ultérieures.

La programmation initiale est élaborée collégalement par le groupe de programmation. Le représentant du ministère chargé de l'industrie adresse la liste des opérations programmées aux Préfets de région, présidents des comités régionaux de programmation ; elle tient lieu de notification officielle en vue du démarrage des opérations. De même, le représentant du BRGM adresse la liste des opérations programmées aux services régionaux du BRGM pour exécution.

Le groupe de programmation examine enfin les modifications apportées en cours d'année au programme d'opérations de service public : reports d'opérations de l'année précédente, changement de priorité d'opérations, programmation d'opérations de priorité 2 dont le cofinancement est acquis.

#### 4 - Mise en place dans chaque région d'un comité régional de programmation.

Pour recueillir les demandes d'appui des différents services déconcentrés de l'Etat, vous mettrez en place dans chaque région un comité régional de programmation composé de représentants des administrations régionales. Il a notamment pour fonction d'établir, sur la base des orientations du Comité national, la programmation des opérations correspondant aux programmes nationaux régionalisés et des opérations d'initiative régionale. Il peut également faire remonter toute proposition qu'il juge utile au niveau national.

Ce Comité, institué dans chacune des 26 régions de métropole et d'Outre-Mer est présidé par le Préfet de Région ou son représentant et est composé :

- du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou de son représentant ;
- du délégué régional à la recherche et à la technologie ou de son représentant ;
- du directeur régional de l'environnement ou de son représentant ;
- du directeur régional de l'équipement ou de son représentant ;
- du directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou de son représentant ;
- du directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou de son représentant ;
- du directeur régional des affaires culturelles ou de son représentant ;
- du directeur du service géologique régional ou de son représentant.

La DRIRE assure le secrétariat de ce comité et se fait assister par le Service Géologique Régional (SGR) dans cette mission. Elle pourra également assurer la présidence du comité régional par délégation du Préfet de Région si celui-ci le juge utile ; en effet, jusqu'à ce jour, la DRIRE réunissait les propositions des services déconcentrés.

#### 5 - Réunion du comité régional de programmation.

Le comité régional devra se réunir deux fois par an, en mai/juin et septembre.

La réunion de mai/juin a pour objet de :

- dresser le bilan des actions de service public en région menées au cours de l'année précédente ;
- proposer des modifications de programmation pour l'année en cours ;
- exposer les orientations de programmation pour l'année suivante telles qu'arrêtées par le comité national d'orientation.

La réunion de septembre a pour objet d'arrêter les propositions d'études pour l'année suivante, qui seront classées par priorité (priorité 1 à 3). Le Président du comité régional adresse ses propositions au Secrétariat d'Etat à l'Industrie (DGEMP), pour fin septembre. Ces propositions seront en outre examinées par le groupe national de programmation.

6 - Mise en œuvre de la circulaire.

Le Comité national d'orientation du service public du BRGM s'est réuni le 25 mai 2000, je vous prie de trouver ci-joint les orientations générales qui ont été retenues.

J'attire votre attention sur le fait que la répartition par grands thèmes devra s'inscrire dans les enveloppes prévisionnelles.

Vous continuerez de disposer d'une enveloppe de crédits non affectée afin de faire face aux besoins d'étude imprévus en cours d'année...

Je vous demande de réunir, avant le 15 juillet 2000, le comité régional de programmation dans le prolongement des orientations définies par le comité national et conformément à la présente circulaire.

Les services de la direction matières premières et des hydrocarbures sont à votre disposition pour la mise en œuvre de la présente circulaire.

Vous me rendrez compte, sous le présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente circulaire.

Pour le Ministre et par délégation  
Par empêchement du Directeur Général  
de l'Energie et des Matières Premières  
Le Directeur des Matières Premières  
et des Hydrocarbures

*Didier Houssin*

Didier HOUSSIN

COPIE :

- Monsieur le Directeur de l'action régionale et de la petite et moyenne industrie (DARPMI)
- Madame et Messieurs les directeurs régionaux de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE)